

Document:-
A/CN.4/SR.578

Compte rendu analytique de la 578e séance

sujet:
Autre sujets

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1960, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

60. M. TOUNKINE dit que le rapport doit préciser que la Commission a été d'avis (*ibid.*, par. 45 et 50), voire qu'elle a décidé, que le Secrétariat devrait prendre les dispositions nécessaires pour que les documents mentionnés par M. Yokota soient distribués aux membres.

61. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) indique qu'il lui est difficile de prévoir le volume des échanges de documents qui sont ainsi envisagés. Si, par exemple, cinquante membres du Comité juridique consultatif africano-asiatique demandaient tous les documents de la Commission, il en résulterait un problème très sérieux. En effet, d'après les règles de l'Organisation des Nations Unies, il est impossible de distribuer gratuitement cinquante séries de l'Annuaire de la Commission. Il faudra s'efforcer de maintenir une certaine réciprocité, et M. Liang espère que la Commission laissera au Secrétariat quelque latitude en la matière.

62. Selon le PRÉSIDENT, la Commission n'envisage pas l'échange de documents. Le Secrétariat devra demander aux organismes en question d'envoyer les documents que la Commission souhaite obtenir. S'il reçoit, à son tour, des demandes de documents, il devra leur donner suite conformément aux règles établies par l'Organisation des Nations Unies.

63. Les comptes rendus des séances indiqueront bien les intentions de la Commission. Le Président propose d'ajouter à la section IV un paragraphe précisant la nature de l'aide que la Commission souhaite recevoir.

Il en est ainsi décidé.

La section IV ainsi modifiée, est adoptée.

SECTION V (DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION)

La section V est adoptée.

SECTION VI (REPRÉSENTATION A LA QUINZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE)

La section VI est adoptée.

La séance est levée à 13 heures.

578^e SÉANCE

Jeudi 30 juin 1960, à 15 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Examen du projet de rapport de la Commission sur les travaux de sa douzième session (A/CN.4/L.92/Add.2) [suite]

CHAPITRE II

(RELATIONS ET IMMUNITÉS CONSULAIRES)

1. Le PRÉSIDENT rappelle qu'il reste à examiner le chapitre II (*Relations et immunités consu-*

lares) du projet de rapport (A/CN.4/L.92, Add.2). Il invite la Commission à examiner le commentaire des articles.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 19 (NOMINATION DU PERSONNEL CONSULAIRE)

2. Sir Gerald FITZMAURICE ne croit pas que le paragraphe 6 soit vraiment nécessaire : en effet, compte tenu du contexte, il pourrait laisser le lecteur sous la fausse impression que, si l'article prétend donner à l'Etat d'envoi toute liberté de choisir le personnel consulaire, cette liberté est quelque peu illusoire du fait que l'Etat de résidence est toujours en droit de refuser un visa. Or pareil refus n'est opposé que très rarement ; il serait donc préférable de supprimer purement et simplement le paragraphe 6.

3. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond que, s'il a fait figurer ce paragraphe dans le texte, ce n'est pas seulement en raison du fait qu'il constate, mais aussi parce qu'une remarque semblable figure dans le commentaire de l'article correspondant du projet sur les relations diplomatiques. Si l'on supprime ce paragraphe, les gouvernements pourraient se demander pourquoi il y a une différence entre les deux commentaires.

4. Sir Gerald FITZMAURICE n'insiste pas pour l'adoption de sa proposition.

Le commentaire de l'article 19 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 19 a (EFFECTIF DU CONSULAT)

5. M. YOKOTA pense que l'on pourrait sans inconvénient supprimer les deux premiers paragraphes, car il n'est pas d'usage d'indiquer dans le commentaire les conditions dans lesquelles un article a été adopté. En outre, tandis qu'au paragraphe premier, le rapporteur spécial a motivé par des considérations de fond sa décision de ne pas faire figurer l'article dans son projet initial (A/CN.4/L.86), il ne donne, au paragraphe 2, qu'une raison de pure forme de la décision prise par la Commission, conformément à l'opinion de la majorité, d'inscrire cette disposition dans le texte. Cela pourrait faire croire au lecteur que le rapporteur spécial avait de bonnes raisons de ne pas faire figurer cette disposition dans le projet, tandis que la décision de la Commission a été sans fondement, impression que ne devrait pas donner un commentaire qui est censé être l'œuvre de la Commission.

6. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) se déclare prêt à développer le paragraphe 2 et à y faire figurer les arguments avancés à l'appui de l'article 19 a, mais il juge utile d'informer le lecteur que des divergences de vues se sont produites au sujet de l'insertion de cet article dans le projet.

7. Le PRÉSIDENT, parlant en qualité de membre de la Commission, fait observer que la rédaction d'un commentaire où seraient exposés les arguments présentés par les membres de la

Commission serait difficile et demanderait un certain temps.

8. M. PAL souligne qu'il n'est pas conforme à la pratique habituellement suivie par la Commission de reproduire dans le commentaire les arguments donnés pour ou contre l'adoption d'un article ; le commentaire ne doit contenir que des observations portant sur le texte définitif de l'article.

9. M. TOUNKINE ne partage pas l'opinion de M. Pal. Il ne croit pas que telle soit la pratique habituellement suivie par la Commission. Il reconnaît néanmoins qu'il existe, comme l'a fait remarquer M. Yokota, un certain déséquilibre entre le paragraphe premier et le paragraphe 2 ; il propose donc de supprimer la dernière phrase du paragraphe premier.

10. Le PRÉSIDENT pense que la Commission pourrait adopter la solution préconisée par M. Tounkine.

Il en est ainsi décidé.

11. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) relève une inexactitude dans le libellé du paragraphe 2, où il est dit qu'« une telle disposition peut avoir également une utilité pratique pour les consulats ». Il serait préférable de dire « une utilité pratique lorsqu'il s'agit des consulats ».

12. Le PRÉSIDENT pense que l'on peut laisser au rapporteur spécial et au rapporteur de la Commission le soin de fixer le libellé du paragraphe 2.

Il en est ainsi décidé.

Le commentaire de l'article 19 a est adopté avec les amendements proposés.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 20 (PERSONNE JUGÉE NON ACCEPTABLE)

13. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte de légères modifications de forme aux paragraphes 1, 2 et 6, proposées par sir Gerald Fitzmaurice, par M. Matine-Daftary, par M. Ago et par M. Scelle.

14. M. YOKOTA dit que les critiques qu'il a formulées au sujet des paragraphes 1 et 2 du commentaire de l'article 19 a valent également pour les paragraphes 7 et 8 du commentaire de l'article 20. Les considérations qui militent en faveur du texte initial du rapporteur spécial sont exposées en détail au paragraphe 7, tandis que les arguments présentés par les membres de la Commission au cours du débat sont rapportés de manière beaucoup plus sommaire au paragraphe 8. Il faudrait développer ce paragraphe pour rétablir l'équilibre.

15. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) est disposé à reproduire dans le commentaire tous les arguments présentés, mais fait observer que c'est surtout le désir de suivre le texte du projet sur les relations diplomatiques qui a guidé la Commission.

16. M. AGO dit, à propos de la deuxième phrase du paragraphe 8, qu'il ne se souvient pas que la Commission ait jamais décidé d'appeler l'attention des gouvernements sur le point particulier dont il s'agit.

17. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) estime que la question pourrait être réglée de manière beaucoup plus utile si l'on connaissait les opinions des gouvernements à son sujet.

18. M. AGO fait observer que, pour que la procédure qui consiste à demander leur opinion aux gouvernements soit acceptable, il faut que la Commission ait pris une décision expresse à cet effet.

19. Le PRÉSIDENT souligne que les observations des gouvernements porteront sur l'ensemble du projet et que leur attention sera appelée sur les cas particuliers où la Commission n'a pu parvenir à une décision. De toute manière, la Commission doit commencer par fixer le texte du paragraphe 7.

20. Sir Gerald FITZMAURICE propose de supprimer les deux dernières phrases du paragraphe 7.

Il en est ainsi décidé.

21. Sir Gerald FITZMAURICE propose de supprimer les deux dernières phrases du paragraphe 8 et de modifier la première phrase, dont le texte serait le suivant : « Cependant, compte tenu de ce que de nombreux membres de la Commission, se fondant principalement sur l'article 8 du projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques, ont élevé des objections contre l'insertion de cette condition dont ils jugeaient qu'elle allait trop loin en ce qui concerne le personnel consulaire, le rapporteur spécial l'a retirée. »

22. Le PRÉSIDENT pense que la Commission pourrait autoriser le rapporteur spécial et le rapporteur à établir le texte définitif, compte tenu des amendements proposés.

Il en est ainsi décidé.

Le commentaire de l'article 20 est adopté, sous réserve des modifications mentionnées ci-dessus.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 21 (NOTIFICATION DE L'ARRIVÉE DES MEMBRES DU CONSULAT ET DE LA FIN DE LEURS FONCTIONS)

23. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte les modifications de forme que M. Edmonds, M. Scelle et M. Ago proposent d'apporter aux paragraphes 1 a, 3 et 5.

Le commentaire de l'article 21 est adopté sous réserve de ces amendements.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 22 (USAGE DU PAVILLON NATIONAL ET DE L'ÉCUSSEON AUX ARMES DE L'ÉTAT)

24. Sir Gerald FITZMAURICE pense qu'il convient de supprimer le paragraphe 7, car il est pratiquement inconcevable que l'on puisse consi-

dérer le fait d'arborer l'écusson aux armes de l'Etat d'envoi, ou le pavillon de cet Etat, comme conférant le droit d'asile.

25. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond qu'un grand nombre de conventions consulaires contiennent une disposition expresse sur la question. Il n'insistera toutefois pas pour le maintien du paragraphe 7.

26. Le rapporteur spécial accepte les modifications de forme proposées par M. Ago aux paragraphes 4 et 8.

27. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) a quelques doutes sur la rédaction de la dernière phrase du paragraphe 8. Il n'est pas exact de dire que « ce problème » — expression qui semble se rapporter à la question relativement secondaire de l'emploi de l'écusson aux armes de l'Etat d'envoi et de son pavillon national — sera examiné dans le cadre du droit des traités. Il serait peut-être préférable d'indiquer que le problème général de la primauté du droit international par rapport au droit interne sera examiné dans ce cadre.

28. Le PRÉSIDENT propose que ce passage soit modifié pour tenir compte des observations présentées par le secrétaire de la Commission.

Il en est ainsi décidé.

Le commentaire de l'article 22 est adopté, sous réserve des amendements approuvés par la Commission.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 25 (INVIOUABILITÉ DES LOCAUX CONSULAIRES)

Le commentaire de l'article 25 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 26 (EXEMPTION FISCALE DES LOCAUX CONSULAIRES)

Le commentaire de l'article 26 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 27 (INVIOUABILITÉ DE LA CORRESPONDANCE OFFICIELLE, DES ARCHIVES ET DES DOCUMENTS)

Le commentaire de l'article 27 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 28 (FACILITÉS)

Le commentaire de l'article 28 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 28 a (LIBERTÉ DE MOUVEMENT)

29. M. YOKOTA dit que les critiques qu'il a déjà formulées (voir par. 5 ci-dessus) à propos des commentaires d'autres articles s'appliquent au commentaire de l'article 28 a. Le rapporteur spécial a indiqué les raisons pour lesquelles il n'avait pas fait figurer cet article dans son projet initial (A/CN.4/L.86), mais il n'a pas donné les arguments qui ont conduit la majorité des membres de la Commission à voter pour l'insertion de l'article dans le texte. La dernière phrase du

commentaire est particulièrement impropre : en effet, l'article 28 a n'a pas été adopté à titre provisoire, mais au même titre que tous les autres articles.

30. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) fait observer que tous les articles adoptés par la Commission ont un caractère provisoire et doivent être revus à la lumière des observations des gouvernements. Il ne se souvient pas qu'un seul argument de fond ait été avancé en faveur de l'insertion de cet article, mais il examinera à nouveau les comptes rendus des débats et développera le commentaire en conséquence.

31. M. YOKOTA est d'accord avec le rapporteur spécial pour penser que tous les articles ont un caractère provisoire. Néanmoins, il estime que ce serait faire preuve de parti pris et risquer d'induire en erreur que de qualifier expressément l'article 28 a de provisoire, alors qu'on ne l'a pas fait pour les autres articles.

32. M. AGO, appuyé par M. Scelle, rappelle que certains membres ont insisté pour que la liberté de mouvement des consuls ne soit pas limitée à la circonscription consulaire (531^e séance, par. 35 et 40), notamment dans les cas où le consul exerce sa fonction de protection à l'égard des ressortissants de l'Etat d'envoi. En limitant la liberté de mouvement des consuls à la circonscription consulaire, on entraverait, dans une certaine mesure, l'exercice des fonctions consulaires.

33. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) fait observer que les arguments cités par M. Ago ont été présentés après accord sur l'insertion d'un tel article dans le projet. Le commentaire porte sur la question préalable de savoir si un article de ce genre devait figurer dans ce dernier. Si M. Žourek n'avait pas inséré d'article de ce genre dans son texte initial, c'est parce qu'il n'a trouvé aucune disposition similaire dans les conventions bilatérales qu'il a étudiées. Toutefois, il est disposé à développer la deuxième partie du commentaire.

34. M. YOKOTA propose de supprimer la dernière partie de la troisième phrase du commentaire pour ne pas créer la fausse impression que l'article 28 a est la seule disposition qui ait été adoptée provisoirement.

Il en est ainsi décidé.

Le commentaire de l'article 28 a est adopté, compte tenu de ces amendements.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 29 (LIBERTÉ DE COMMUNICATION)

Le commentaire de l'article 29 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 30 (COMMUNICATIONS AVEC LES AUTORITÉS DE L'ETAT DE RÉSIDENCE)

35. M. AGO propose les deux amendements suivants : 1) supprimer, dans la troisième phrase du paragraphe 4 du commentaire, la virgule et tout le passage à la suite des mots « au Ministère

des affaires étrangères de l'Etat de résidence » et les remplacer par les mots « dans le cas particulier où l'Etat d'envoi n'a pas de mission diplomatique dans l'Etat de résidence » ; 2) supprimer la dernière phrase du paragraphe 6, qui renvoie à l'article 59 tel qu'il était initialement rédigé. En effet, la Commission n'a pas encore adopté l'article 59 sous sa forme actuelle et a décidé de soumettre des variantes aux gouvernements.

36. Sir Gerald FITZMAURICE fait observer que toutes les conventions consulaires citées au paragraphe 6 sont des types de convention qui ne permettent pas aux consuls de s'adresser directement aux autorités centrales. Il existe, toutefois, un certain nombre de conventions qui autorisent les consuls à s'adresser à ces autorités, et sir Gerald serait d'avis de mentionner une ou deux conventions de ce genre.

37. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte les amendements proposés par M. Ago et sir Gerald Fitzmaurice.

Sous réserve de ces amendements, le commentaire de l'article 30 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 30 a (COMMUNICATION AVEC LES RESSORTISSANTS DE L'ÉTAT D'ENVOI)

38. M. YOKOTA propose la suppression de la deuxième phrase du paragraphe 6 du commentaire. Si les autorités de l'Etat de résidence ne permettent pas au consul de rendre visite à un prisonnier, un simple refus motivé ne saurait être considéré comme suffisant pour justifier cette atteinte à la liberté de communication. A moins que les raisons ne soient valables en vertu des lois et règlements applicables, un tel refus, en fait, réduirait à néant la liberté en question. M. Yokota insiste, par conséquent, pour qu'on supprime la phrase en question, parce qu'elle ne comporte aucune garantie contre les abus.

39. Sir Gerald FITZMAURICE appuie la proposition de M. Yokota et pense que le paragraphe 7, ainsi que les passages du paragraphe 5 concernant les personnes soumises au régime de la mise au secret pourraient également être supprimés. Tels qu'ils sont actuellement rédigés, les paragraphes 5, 6 et 7 mettent trop l'accent sur ce mode de détention, ce qui détruit l'équilibre du commentaire tout entier.

40. M. EDMONDS appuie la proposition de M. Yokota, étant d'avis que la deuxième phrase du paragraphe 6, ainsi que certains autres passages du commentaire de l'article 30 a sont en contradiction directe avec les dispositions mêmes dudit article. Il rappelle qu'au cours de la discussion que la Commission a consacrée à cet article, on s'est surtout préoccupé du point de savoir à quel moment le consul serait autorisé à rendre visite à son ressortissant ; si on ne l'autorisait à rendre cette visite qu'au moment où le procès est sur le point de commencer, on ôterait tout objet à l'article 30 a, dont le but est de permettre au

consul de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la défense de son ressortissant.

41. M. AGO appuie, lui aussi, la suggestion de M. Yokota et propose de supprimer, dans le paragraphe 5 du commentaire, les cinquième et sixième phrases (depuis les mots « Certaines législations... » jusqu'à « ...tant que dure le régime en question »).

42. Selon M. TOUNKINE, la deuxième phrase du paragraphe 6 est peut-être trop vague ; il est donc en faveur de sa suppression, mais suggère que la première phrase soit aussi éliminée, car elle ne fait que répéter l'une des dispositions de l'article 30 a.

43. Quant au paragraphe 7, il traduit fidèlement l'esprit dans lequel la Commission a voté en faveur de l'article 30 a.

44. M. BARTOŠ juge essentiel de modifier le texte du commentaire de manière qu'il reflète non seulement les vues du rapporteur spécial et de la minorité mais aussi celles de la majorité des membres qui ont appuyé les dispositions de l'article 30 a. Tel qu'il est actuellement rédigé, le commentaire met beaucoup trop l'accent sur les intérêts de l'Etat et bien peu sur les droits de l'homme, lesquels étaient au premier plan des préoccupations de la plupart des membres de la Commission ; ceux-ci désiraient en effet sauvegarder le droit du consul de communiquer avec son ressortissant avant le procès en vue de prendre les dispositions nécessaires pour sa défense.

45. Sir Gerald FITZMAURICE déclare que si la Commission approuvait les amendements de M. Yokota et de M. Ago, il serait disposé à accepter le maintien du paragraphe 7 sous sa forme actuelle.

46. M. TOUNKINE considère que les critiques formulées par M. Bartoš ne sont guère fondées. Le rapporteur spécial a simplement tenu compte, dans le commentaire, des cas où il est impossible, dans l'intérêt de l'enquête, d'autoriser le consul à se rendre auprès de la personne arrêtée.

47. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte la proposition de M. Ago tendant à supprimer les cinquième et sixième phrases du paragraphe 5.

48. Il ne peut, toutefois, accepter l'amendement de M. Yokota tendant à supprimer la deuxième phrase du paragraphe 6. Cette phrase énonce tout simplement un fait patent.

L'amendement de M. Ago au paragraphe 5 est adopté à l'unanimité.

Par 10 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'amendement de M. Yokota au paragraphe 6 est adopté.

49. M. MATINE-DAFTARY dit qu'il lui est impossible d'approuver la première phrase du paragraphe 6 sans la seconde. Il propose donc la suppression de la première phrase.

Par 9 voix contre 3, avec 1 abstention, cette proposition est rejetée.

50. M. EDMONDS propose la suppression du paragraphe 7.

51. Sir Gerald FITZMAURICE déclare qu'il votera contre cette proposition parce que, à la suite de la suppression des cinquième et sixième phrases du paragraphe 5 et de la deuxième phrase du paragraphe 6, il peut accepter le paragraphe sous sa forme actuelle.

52. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) votera, lui aussi, contre la proposition parce qu'en acceptant l'amendement de M. Ago au paragraphe 5, il a considéré comme acquis que le paragraphe 7 serait maintenu sous sa forme actuelle.

Par 8 voix contre 3, avec 3 abstentions, la proposition de M. Edmonds est rejetée.

Le commentaire de l'article 30 a est adopté, compte tenu des amendements.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 31 (PERCEPTION DES DROITS ET TAXES CONSULAIRES ET LEUR EXONÉRATION D'IMPOTS ET TAXES)

Le commentaire de l'article 31 est adopté.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 32 (PROTECTION SPÉCIALE ET RESPECT DUS AU CONSUL)

Le commentaire de l'article 32 est adopté.

La séance est levée à 18 heures.

579^e SÉANCE

Vendredi 1^{er} juillet 1960, à 9 heures

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Examen du projet de rapport de la Commission sur les travaux de la douzième session (A/CN.4/L.90 et Add.1, A/CN.4/L.92 et Add.1 à 3) [fin]

CHAPITRE II

(RELATIONS ET IMMUNITÉS CONSULAIRES) [fin]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du commentaire des articles relatifs aux relations et immunités consulaires (A/CN.4/L.92/Add.2).

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 33 (INVIOUABILITÉ PERSONNELLE)

2. M. MATINE-DAFTARY relève que le commentaire ne fait pas état de son opinion, qui était opposée à celle de la majorité (539^e séance, par. 6, et 540^e séance, par. 40 à 45).

3. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) ne croit pas possible d'exposer dans le commentaire l'opinion d'un membre isolé de la Commission. Toutefois, si M. Matine-Daftary le désire, son opinion pourra être consignée dans une note.

4. M. MATINE-DAFTARY fait observer qu'il n'a pas été le seul à s'élever contre le régime

anormal consacré par l'article 33, qui exempte apparemment les consuls de toute poursuite pour les infractions passibles d'une peine de prison d'un certain nombre d'années. M. Matine-Daftary aurait pu admettre que les fonctionnaires consulaires ne puissent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive, sauf lorsqu'ils seraient poursuivis pour un crime. Il regrette qu'il n'ait pu être tenu compte de sa proposition, qui était constructive.

5. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) est disposé à ajouter au commentaire une phrase où il serait dit que certains membres de la Commission étaient d'avis que les consuls ne peuvent invoquer l'immunité d'incarcération dans les cas où il s'agit de l'exécution d'un jugement.

6. Le PRÉSIDENT fait observer que jusqu'ici la Commission s'est abstenue de mentionner dans le commentaire les opinions minoritaires, même lorsqu'il s'agissait d'une opinion commune à plusieurs membres de la Commission ; il pense que l'opposition de M. Matine-Daftary pourrait être signalée dans une note.

Il en est ainsi décidé.

7. M. TOUNKINE demande si l'assertion que l'on trouve dans la dernière phrase du paragraphe 12 est bien exacte. Il avait cru comprendre que les exceptions au bénéfice des dispositions de l'article 33 n'étaient motivées que par une activité privée de caractère lucratif exercée dans l'Etat de résidence.

8. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond que le seul fait, pour un consul, d'exercer une activité privée de caractère lucratif, quel que soit le lieu où cette activité s'exerce en fait, est une circonstance qui devrait, à première vue, militer contre la reconnaissance des privilèges visés à l'article 33. Il est vrai que s'il s'agit d'une activité exercée dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers, il y a moins de raisons de retirer au consul le bénéfice des privilèges accordés par l'Etat de résidence. Le rapporteur spécial estime que la Commission devrait prendre une décision sur ce point.

9. Le PRÉSIDENT fait observer que la Commission n'a pas discuté cette question et que si elle adoptait la dernière phrase du paragraphe 12 dans son texte actuel, il faudrait soumettre à un nouvel examen le paragraphe 1 de l'article 33, qui semble avoir trait à l'exercice d'une activité privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence.

10. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte la suppression de la dernière phrase du paragraphe 12 et exprime l'espoir que la question sera examinée à la prochaine session.

Il est décidé de supprimer la dernière phrase du paragraphe 12.

11. M. AGO pense que le paragraphe 13 devrait être révisé, compte tenu de la décision prise par la Commission de présenter deux textes en variante